

LA QUATRIÈME internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Notre Parti célèbre Octobre



La tribune de notre meeting, debout, entonne l'Internationale que reprend toute la salle. De gauche à droite, Ernest Mandel, Pierre Frank, Michel Lequenne et Livio Maitan.

Il y aura eu de nombreuses façons de célébrer le 50^e anniversaire d'Octobre ; la nôtre n'a pas été celle de ceux qui reviennent, nombreux étaient les jeunes. La tribune, drapée de rouge, dominée par le portrait des deux grands dirigeants, criait : « Vive Lénine et Tro'sky » et « Vive les soviets des ouvriers, soldats et paysans ». Sous la présidence de Michel Lequenne, Pierre Frank parla d'abord et

montra qu'Octobre n'était pas le passé, mais vivait dans la révolution vietnamienne, les guerillas d'Amérique latine, les combattants des ghettos noirs, les jeunes Américains qui ont planté le drapeau vietnamien devant le Pentagone, les révolutionnaires qui luttent pour le rétablissement de la démocratie soviétique à l'intérieur des États ouvriers bureaucratés, etc., et en la IV^e Internationale qui a assuré la filiation historique entre 1917 et tous ces combats d'aujourd'hui. Pierre Frank montra qu'en dépit des défaites douloureuses, la période continue d'être marquée par le développement des luttes révolutionnaires, et que l'OLAS ouvre de nouvelles perspectives de résolution de ce problème fondamental : opposer à la stratégie globale contre-révolutionnaire de l'impérialisme une nouvelle

LA CHÂTAIGNE DE WASHINGTON A DAK TO

Il n'y a quasiment plus, à Hanoi et Haiphong, dévastées par les bombardements, de population civile. Seules y demeurent les milices affectées à des tâches de protection.

Au Vietnam du Sud, les GI's ont « occupé » la colline 875, à Dak To. Mais les Américains n'ont jamais été aussi loin de gagner la guerre. Le rapport de forces ne leur a jamais été aussi défavorable.

Le plan de l'amiral Sharp, commandant en chef des forces navales du Pacifique avait été accepté au début de l'automne par le Pentagone pour donner à l'escalade sa pleine efficacité : on ne lui couperait plus les ailes ; il n'y aurait pour ainsi dire plus d'objectifs tabous. L'anéantissement du port de Haiphong en constituait la pierre de touche.

L'objectif avait paru tout à la fois trop dangereux et par-dessus tout complètement inutile à MacNamara. Il s'y était opposé. Les faits lui ont donné raison. Le port de Haiphong, certes, est presque paralysé. Le Nord-Vietnam reste cependant ravitaillé. Ce coup de massue de l'escalade a encore une fois été inefficace.

C'est, pour le Pentagone, un test majeur qui révèle plus clairement que jamais l'impuissance de fait de l'escalade à changer les jeux, à gagner la guerre du Vietnam. Ce que MacNamara avait déjà conclu.

Son départ du ministère de la Défense n'est pas étranger à ces conclusions.

La bataille de Dak To

L'autre test vient d'être renouvelé, sur le terrain, au Sud-Vietnam ; les troupes du F.N.L. ont, non seulement conservé l'initiative des combats, mais elles ont réussi à le faire dans une période pourtant favorable à l'aviation américaine : la saison sèche.

(suite page 7)

ANNE LEIRES.

stratégie révolutionnaire internationale, notre tâche.

Ces thèmes, Livio Maitan et Ernest Mandel devaient les approfondir ; le premier, dans son style chaleureux et passionné, le second méthodique et rigoureux ; le premier dans un examen approfondi des conditions de la lutte armée en Amérique latine, en particulier en Bolivie, après la mort du « Che » ; le second dans une étude, nourrie de renseignements inédits, sur la lutte anti-bureaucratique en U.R.S.S.

Plus que les applaudissements, et la vibrante Internationale entonnée par toute la salle, debout, l'adhésion à nos idées fut marquée par l'achat abondant de nos publications et la réponse généreuse à l'appel du président, à verser dans nos drapoux les moyens de réaliser nos tâches.

Le trotskysme n'est plus maudit. Le flot de la révolution nous porte.

GRÈVE DES CHEMINOTS LE MANQUE D'UNITÉ SE PAIE CHER

La grève des cheminots s'est préparée et déroulée dans les plus mauvaises conditions : la C.G.T. seule a dû prendre la responsabilité de ce mouvement. F.O. ne s'y étant pas associée pas plus que la C.F.D.T. dont la seule justification était que la décision de grève n'avait pas été prise d'une manière unitaire. La Fédération C.G.T. des cheminots aura beau se défendre d'avoir laissé de côté, ne serait-ce qu'un instant, les principes de l'unité d'action, il reste que c'est une pratique très courante de vouloir apparaître à tout prix comme l'initiateur d'un mouvement, fut-ce au prix de l'efficacité. Cette fois, en effet, la participation à la grève était de l'ordre de 25 % alors qu'on estime qu'une grève normale entraîne l'arrêt de travail de 50 à 60 % du personnel.

La Vie ouvrière du 29-11-67 donne néanmoins des chiffres plus optimistes, et la C.G.T. se décerne un satisfecit. On lit notamment (p. 7) « Les cheminots voulaient agir. Ils l'ont amplement prouvé. Le nombre des grévistes a partout été élevé : 85 % de conducteurs au Havre, 100 % à Sotteville, 80 % à Mulhouse, 80 % des agents de conduite à Hausbergen, 90 % à Lyon (voie), 85 % à Clermont-Ferrand, 95 % à Avignon, 94 % aux ateliers d'Arles, 90 % à Toulouse, etc.

Or, un de nos correspondants cheminots nous apprend qu'à Sotteville-les-Rouen, il y avait 19 travailleurs en... congé pour l'atelier ; dans les bureaux du dépôt, tout le monde a travaillé, et il n'y eut qu'un gréviste ; au B.O.T. faisant partie des bureaux, tous les travailleurs étaient en congé ; au service intérieur du dépôt, ils ont tous travaillé ; au service roulant, 20 à 30 gars ont travaillé sur un effectif d'environ 150 ; la grève des roulants étant étalée sur 72 h la journée de repos était comprise dans ce temps, et, finalement, très peu ont effectué réellement les 72 heures de grève. Aux ateliers des quatre mares, il faut compter 30 % des effectifs en... congé. Et, ajoute notre correspondant, les cheminots de Sotteville songent sérieusement à se mettre en congé à la prochaine grève. Quant à celle du 17, s'il y a échec, cela est dû, entre autres choses, au fait « que la C.G.T. avait adopté différentes manières de faire débrayer » en sorte qu'apparaît aux yeux des cheminots « un manque de cohérence dans la tactique des luttes ».

LA LIVRE DÉVALUÉE

La livre sterling a été dévaluée. Elle vaut 14,3 % de moins de son poids antérieur en or. Par rapport aux pays dont les monnaies ne l'ont pas suivie, comme la France, cela veut dire que les exportations anglaises seront moins chères et les importations pour l'Angleterre plus chères. Diverses considérations entrent en jeu ; toutefois, le résultat pour une certaine période est que les exportations anglaises de produits industriels seront stimulées, tandis que les prix des produits agricoles et des matières premières en Grande-Bretagne seront plus élevés.

Pourquoi y a-t-il eu la dévaluation ? Il n'était pas besoin de s'appeler de Gaulle pour savoir depuis des années que le capitalisme britannique passe par une crise considérable. L'Empire a laissé place à un Commonwealth qui se réduit de plus en plus. L'industrie britannique, qui fut la première dans le monde, est aujourd'hui, en dépit de certains secteurs de pointe, particulièrement vétuste. Le capitalisme britannique s'est mis, avec grand retard, à des opérations de modernisation, de concentration, etc., un peu comme l'a fait le capitalisme fran-

çais à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Les gouvernements tory avaient vécu sur la facilité, pensant « après nous, le déluge ». Porté au pouvoir par les ouvriers, Wilson entendait faire, sous une étiquette socialiste, la politique de rénovation du capitalisme britannique. Il refusa pendant des années de procéder à la dévaluation, non pour des raisons économiques valables, mais par une sorte de vanité visant à faire mentir le traditionnel argument des conservateurs selon lequel ce sont les travaillistes qui font toujours les dévaluations. Il essaya de maintenir le sterling à un taux trop élevé, en imposant aux travailleurs britanniques les frais d'une politique de déflation (blocage des salaires, chômage entre autres). Cela ne pouvait suffire, parce que les lois de l'économie capitaliste sont inexorables et que, là où la productivité est inférieure, les prix de revient sont trop élevés.

La dévaluation étant opérée, le gouvernement Wilson va maintenant s'efforcer de pratiquer une politique qui en accorde les avantages aux industriels et les inconvénients aux travailleurs. Les

exportations vont être encouragées ; pour le faire mieux encore, le gouvernement va s'efforcer de maintenir le niveau actuel des salaires en dépit de la montée inévitable des prix. Y réussira-t-il ? Quand le gouvernement français opéra la dévaluation du franc en 1959, il y avait eu auparavant la défaite politique de la classe ouvrière liée à l'arrivée de de Gaulle au pouvoir. Dévaluation et plan Pinay, à l'époque, assurèrent en fait une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs de 10 à 20 %. La situation en Grande-Bretagne à présent est politiquement différente. La classe ouvrière a porté le Labour Party au pouvoir. Elle a accepté à contre cœur la politique de déflation parce qu'il s'agissait de donner une chance à ce qu'elle considérait comme son gouvernement. Mais, récemment, on a vu se multiplier les grèves sauvages qui tentaient d'arracher des augmentations de salaires. Même le congrès des Trade-Unions, dominé par les bonzes syndicaux, en septembre dernier, a dû se distancer de la politique économique de Wilson. Il sera difficile (suite page 6)

Pierre FRANK.